

Monsieur Simon Jolin-Barette  
Leader parlementaire du gouvernement  
Cabinet du leader parlementaire du gouvernement  
Édifice Pamphile-Le May  
1035, rue des Parlementaires, 1<sup>er</sup> étage, bureau 1.39  
Québec (Québec) G1A 1A4

Cher collègue,

Le 19 septembre dernier, le député de Jean-Lesage, M. Sol Zanetti, présentait à l'Assemblée nationale une pétition. Celle-ci demandait au gouvernement du Québec, d'une part, d'assurer le retour des superficies dévolues au projet maintenant abandonné de port méthanier Rabaska dans le territoire agricole et, d'autre part, de ne céder aucun terrain dans le lit du fleuve pour l'expansion du Port de Québec à Lévis.

Cette même journée, mon collègue le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, M. Pierre Fitzgibbon, confirmait l'intérêt de notre gouvernement à acquérir la Société en commandite Rabaska et, par le fait même, les terres détenues par celle-ci. Bien qu'il soit prématuré de se prononcer sur l'issue des démarches en cours, si cette acquisition devait se concrétiser, ces terres passeraient sous l'autorité du gouvernement du Québec. À cet égard, je vous confirme que des discussions ont été entreprises entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie concernant les activités agricoles sur le site.

... 2

Parallèlement, je vous informe qu'une demande de réinclusion à la zone agricole de la totalité des superficies exclues en 2007 a été déposée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) en vertu de l'article 58 de la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA) par le Groupe d'initiatives et de recherches appliquées au milieu (GIRAM). Cette demande est actuellement analysée par la CPTAQ en vertu des critères prévus à la LPTAA.

En terminant, je vous souligne que le MAPAQ réalise actuellement une consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles. Celle-ci nous offre l'occasion de réfléchir avec les intervenants des secteurs agricole, municipal et environnemental ainsi qu'avec la population en général, à l'amélioration du régime de protection des terres agricoles 45 ans après son adoption. Nous demeurerons à l'écoute de toute proposition qui contribuerait à l'atteinte de cet objectif.

Je vous prie d'agréer, cher collègue, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le ministre,

A handwritten signature in black ink, consisting of several fluid, overlapping strokes that form a stylized representation of the name André Lamontagne.

André Lamontagne